

EXD-7

ICTR-98-41-T
Exh. DK 06
Tendredon: 26/09/2002.
E

DK 6

COPIE DU JOURNAL LE MONDE,
MERCREDI 7 AVRIL 1999: "RWANDA:
L'ARMÉE, MAIN-D'OEUVRE DU GÉNOCIDE"

D-K 6

ICIR-98-41
Exh. D-K 06
Indexed: 26/09/2002

MERCREDI 7 AVRIL 1999

MONDE

de Libération

Rwanda: «L'armée, main-d'œuvre du génocide»

Pour Alison Desforges, de Human Rights Watch, le massacre était planifié depuis un an.



Alison Desforges.

Historienne spécialisée sur le Rwanda, Alison Desforges a quitté sa chaire à l'université de New York en 1994, au moment du génocide au «Pays des mille collines», pour se consacrer pleinement à son rôle de consultante auprès de Human Rights Watch, une ONG américaine pour la défense des droits de l'homme. Fruit de quatre années d'enquête, menée conjointement avec la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), le rapport de plus de 900 pages qu'elle vient de rédiger est publié sous le titre *Aucun témoin ne doit survivre*, aux éditions Karthala (*Libération* du 31 mars). Ce travail, à ce jour le plus exhaustif corrigé sur plusieurs points importants la perception de l'œuvre exterminatrice au Rwanda dont plus de 500 000 Tutsis ont été victimes.

Le génocide a souvent été décrit comme un embrasement, un feu de brousse qui aurait rapidement gagné tout le Rwanda. Vos recherches contredisent cette impression.

Totalement. Il y a eu un noyau de convaincus, les organisateurs du génocide, qui travaillaient depuis un an à la préparation de l'extermination de la minorité tutsie. Mais ils n'étaient pas très nombreux. Il y a eu, ensuite, un cercle beaucoup plus étendu de gens qui étaient réceptifs à l'idéologie du *Hutu Power*, c'est-à-dire de la suprématie hutue qu'il fallait défendre face au FPR (le Front patriotique rwandais, l'opposition armée tutsie au régime Habyarimana, ndr). Au départ, ces gens n'étaient pas prêts à agir, à tuer. Enfin, il y a eu un troisième groupe, composé de tous ceux qui rejetaient l'idéologie du *Hutu Power*. Or, au début du génocide, les milices organisées dans la capitale, Kigali, il y avait certes membres. En dehors de Kigali, il y avait certes d'autres places fortes de l'extrémisme, comme

Gyenyi, Gikongoro, Kibingo et Cyangugu, mais ailleurs et, notamment, dans le centre du Rwanda, le fief du MDR (Mouvement démocratique républicain des Hutus modérés, ndr), les organisateurs du génocide n'étaient pas sûrs d'être soutenus. Comme par exemple à Butare, la principale ville du Sud où vous avez enquêté. De quelle façon le génocide s'y est-il accompli ?

On constate une propagation différée par rapport à Kigali et, aussi, le rôle d'entraînement qu'ont joué les forces armées envoyées depuis la capitale. Contrairement à l'image courante qu'on a du génocide au Rwanda, ce ne sont pas des paysans munis de machettes et de gourdin qui ont tué le plus de monde, mais des soldats, gendarmes et policiers communaux armés de Kalachnikov et de grenades. Ce sont eux, en première ligne, qui ont déclenché et largement accompli le génocide, les paysans intervenant seulement après pour «compléter le monde». Parfois, c'est vrai, des civils ont été employés pour des attaques préliminaires. Mais presque tous les jours, ce sont les militaires qui ont fait le gros du travail, qui étaient la vraie main-d'œuvre du génocide.

Les tout premiers jours, le génocide n'était même pas compris comme tel dans le Sud...
Exactement. Sur les collines, nous avons rencontré beaucoup de témoins hutus, qui nous ont décrit comment ils avaient tué - ensemble avec leurs voisins tutsis - les tueries politiques dont les nouvelles leur parvenaient depuis la capitale. Pendant quatre ou cinq jours, des milliers de Hutus modérés ont été tués et d'autres Hutus, même s'ils ne partageaient pas forcément les mêmes convictions politiques, ont pris peur, craint pour leur vie. Avec les Tutsis, ils se

sont réfugiés dans des églises, des écoles, des bâtiments publics. Ce n'est que le 12 avril 1994, soit cinq jours après le début des massacres à Kigali, que la radio nationale a clairement annoncé que la cible des tueries était les Tutsis. Entre-temps, les organisateurs du génocide, qui ne pouvaient au départ, compter que sur la garde présidentielle et quelques unités d'élite, avaient réussi mainmise d'abord sur toute l'armée, les 8 et 9 avril, puis, le 11, sur l'appareil de l'Etat. Enfin, le 12 avril, ils ont obtenu le soutien du MDR, tendance *Hutu Power*. C'est alors que le ministre de la Défense précisait, dans un communiqué radiodiffusé, qu'il n'y avait qu'un seul ennemi: les Tutsis.

Autre surprise: vous avez trouvé beaucoup de traces écrites du génocide, toute une bureaucratie de la mise à mort massive.
Oui, il est tout à fait étonnant de voir combien de documents, de répertoires du génocide, existent encore. Il est frappant, aussi, de constater l'uniformité du discours, d'ailleurs jusque dans les non-dits. Ainsi, on n'écrivait pas qu'il fallait tuer les Tutsis. On parlait de «*bandes armées civiles*», de la «*recherche d'armes cachées*», etc. Il y a eu des mots codés, tout un vocabulaire courant dans l'entourage du pays. Pendant le génocide, il y a eu des mises en scène qu'on appelait des «*événements créés*» (la prétendue découverte d'armes cachées, d'infiltrés, de documents subversifs) qui ont permis de surmonter la réticence initiale des gens ordinaires à tuer. Cette théâtralisation a contribué à vaincre les inhibitions.

Et des réticences, il y en a eu. Vous citez des procès-verbaux de conseils communaux qui font état, en plein génocide, d'interrogations sur la réaction de la communauté internationale.
Si je n'avais pas moi-même trouvé ces PV, je n'y aurais pas cru. A l'échelon local, on se souciait donc de l'attitude des bailleurs de fonds à l'étranger! A la réflexion, ce n'est cependant pas si étonnant. Pays très pauvre, le Rwanda dépendait largement de l'aide extérieure et, deux ou trois ans avant le génocide, le gouvernement national avait décentralisé la coopération avec les partenaires étrangers. Au niveau des communes, on avait donc pris l'habitude de traiter directement avec les donateurs d'aide à l'étranger, on y mesurait parfaitement le degré de dépendance. C'est un effet de la mondialisation: au fin fond des collines, on vivait les yeux rivés sur l'Occident. Malheureusement, la communauté internationale n'a pas mis à profit cette attention. Si, dès le début, le génocide avait été clairement désavoué par le monde extérieur, il aurait pu être entravé. Tout simplement parce qu'il y avait suffisamment de gens au Rwanda qui savaient qu'en participant aux tueries, ils obtiendraient plus jamais de l'argent.

Reconnu par STEPHEN SMITH

37

"Le pays n'a pas été pacifié"

L'africaniste Filip Reyntjens dresse un bilan sévère des années de pouvoir du nouveau régime et ne distingue pas de mesures positives susceptibles de rassembler les deux communautés.

ENTRETIEN

PAR GERALD PAPY

Filip Reyntjens, professeur aux universités d'Anvers et de Bruxelles (ULB), analyse l'évolution du Rwanda depuis cinq ans.

« Quel bilan politique peut-on tirer de la gestion du Rwanda par le nouveau régime ?

« J'ai toujours été fort critique par rapport au nouveau pouvoir, même avant qu'il ne prenne le pouvoir. Tout observateur objectif doit constater une instabilité violente tant au plan intérieur qu'au plan régional parce que le conflit rwandais s'est étendu ensuite en cercles concentriques sur toute la région. Le pays n'a pas été pacifié même s'il faut dire que depuis l'opération au Congo, la rébellion au nord-ouest a manifestement baissé d'intensité. La combinaison de la guerre au Congo, de la politique de regroupement des populations de Gisenyi et de Ruhengeri et des tentatives de sensibiliser les populations au problème de l'insécurité a contribué à faire baisser considérablement l'insécurité. Mais on peut dire que cette guerre-là est aujourd'hui menée au Congo.

« Cela justifie-t-il a posteriori la présence des forces rwandaises au Congo ?

« Du point de vue du régime rwandais, sans doute. Le régime a obtenu ce qu'il voulait. Mais à plus longue échéance, ce n'est pas la solution. Cela n'apporte pas de paix durable, bien au contraire, parce que l'"antitutsisme" - il faut bien l'appeler comme cela - à l'Est du Congo est évidemment beaucoup plus grand

aujourd'hui qu'il n'y a deux ans. Et c'est dû, en partie, à ceux qu'on appelle dans cette région les "soldats sans frontières", l'APR (Ndlr. : Armée patriotique rwandaise). Cela contribue à la descente aux enfers de tout la région, en fait.

Mais d'autres problèmes existent. Il y a un problème d'exclusion non seulement des Hutus mais aussi de Tutsis à l'intérieur du pays. L'appareil administratif, judiciaire, éducatif, sécuritaire et de l'armée est de plus en plus concentré entre les mains d'un assez petit groupe. On utilise à nouveau aujourd'hui le terme d'"akazu" (la petite hutte) pour le désigner. Un journaliste, pourtant proche du FPR, Jean-Pierre Mugabe, le directeur du "Tribun du Peuple", s'est exilé aux Etats-Unis, il y a à peine trois semaines d'où il a affirmé que le système praliqua la corruption, le népotisme, les détournements, les appropriations foncières à grande échelle. Tant du point de vue de l'intégration de la plupart des Rwandais que de la bonne gouvernance, le bilan me paraît mauvais.

« Quel jugement portez-vous sur les élections locales qui viennent d'être organisées ?

« Il y a deux explications possibles. Soit il s'agit-là d'une opération destinée essentiellement à la consommation extérieure. Au moment de la prise du pouvoir par le FPR, en juillet 1994, avait été annoncée une période de transition de 5 ans qui vient à terme. Soit, c'est une autre explication plus charitable, il est plus facile de contrôler le pays si les autorités locales bénéficient de la confiance des populations locales et si on considère ces élections comme un moyen de pacification. Il ne faut pas oublier que pour ce régime-ci, le mal-

tre-mot est "contrôle". C'est un régime qui gère de façon militaire un espace politique et pour lequel le contrôle des populations et du territoire est absolument crucial.

A propos des élections en elles-mêmes, faire voter des gens par le biais de la file indienne derrière le candidat, cela soulève une question évidente de secret du vote qui est absent et qui pose, dans le cas d'une population très surveillée et socialement, très conformiste, la question de la liberté du choix. Mais je n'ose pas me prononcer à ce sujet parce que nous ne savons toujours pas qui a été élu.

« Ce mode de "démocratie" vous suggère-t-il un parallélisme avec le "modèle" ougandais ?

« Tout à fait, pour deux raisons. D'abord parce que ce sont des élections qui se sont déroulées en dehors de toute activité des partis politiques; ce qui fait penser à la politique sans parti pratiquée en Ouganda. En Ouganda également, on a procédé en commençant par le bas dans le cadre des "local councils" à cinq échelons, du niveau de base à Kampala.

« Des efforts significatifs ont-ils été réalisés en faveur de la cohabitation des communautés ?

« Non. Je ne vois aucun exemple de mesures positives si ce n'est prêcher la bonne parole. La politique massive de "tutsisation" de tout le secteur public, par exemple, est une politique qui va à l'encontre de toute réconciliation. Le fait que des officiers de l'APR, responsables de crimes de guerre, ne soient pas poursuivis et punis, constituent un autre élément qui va à l'encontre d'une politique de réconciliation et qui renforce une longue pratique d'impunité qui, dans cette région, a coûté beaucoup de vies humaines.

- suite p. 15

14

"Au Rwanda, seule la justice peut conduire à la réconciliation"

"N'aie pas peur de savoir", Médecins sans Frontières lance une campagne d'information et de mobilisation sur le génocide rwandais. En exergue : une exposition-photo itinérante très forte

Médecins sans Frontières (MSF) lance une campagne de 100 jours : "N'aie pas peur de savoir". L'objectif : donner la parole aux rescapés du génocide rwandais, informer et mobiliser l'opinion publique et les responsables politiques. "Nous avons le devoir de mémoire du génocide au Rwanda. Nous devons agir comme citoyens et comme humanitaires", explique Axel Parizel, directeur général de MSF. Pourquoi 100 jours ? C'est la durée du génocide, au cours duquel entre 500.000 et un million de Tutsis et de Hutus modérés ont été assassinés.

"N'aie pas peur de savoir" est

aussi le titre du dernier ouvrage de Yolande Mukagasana (Ed. Laifont) dont le mari et les trois enfants ont été tués au Rwanda. Avec Alain Kaziniak, elle est retournée dans son pays pour rendre compte des victimes et les bourreaux. "Seuls les génocidaires savent comment le génocide a pu être planifié. Alors il faut les laisser parler", explique-t-elle. "Aujourd'hui, bourreaux et victimes continuent à vivre ensemble. Certains génocidaires tuent encore. Pour moi, écouter sans juger était très difficile. La justice est le seul chemin vers la réconciliation." Yolande a écouté Alain a photographié. Le résultat est une

exposition-photo itinérante, intitulée "Les blessures du silence" et aménagée dans un bus qui circule dans 25 villes et communes de Belgique ainsi qu'en Italie, en Allemagne et en Scandinavie. Sur chaque siège, un portrait de rescapé qui livre son témoignage. Enos N. avait 10 ans quand il a tué. "Je suis un assassin et non plus un enfant", dit-il. "Informer et mobiliser pour lutter contre l'impunité", ajoute Axel Parizel. "Depuis deux jours, la loi belge du 10 février 1999 introduit le génocide et les crimes contre l'humanité dans notre droit. Tout juge belge, s'il est saisi, pourra donc poursuivre ce type de crimi-

nels." Estimant que jusqu'à présent, notre justice n'a pas été assez proactive, MSF lance une pétition destinée aux autorités belges pour demander une enquête sur les activités et les biens des génocidaires rwandais qui vivent librement en Belgique.

GENEVIÈVE DELAUNOY

Epinglions deux débats de MSF :
"Rwanda : psychologie d'un génocide" le 9/04, Vieux Marché aux Grains, 5 - 1000 Bxl et Génocide au Rwanda : besoin de justice ! Quel rôle pour la Belgique ? le 19/04, mêmes heure et adresse. Tél MSF : 02/474.74.91. Le bus-expo sera sur la Place de la Monnaie jusque samedi. Mercredi, il sera au centre culturel d'Anderghem, où l'BUKA organise une "soirée de la mémoire" après une marche du souvenir de la Place royale au Palais de Justice.

FS